

*Article 21 du Règlement***L'ÉDUCATION****L'AIDE FÉDÉRALE AU TITRE DE L'ENSEIGNEMENT
POSTSECONDAIRE**

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, le juge en chef, Brian Dickson, a profité de la collation des grades à l'Université de la Colombie-Britannique, vendredi dernier, pour exhorter les gouvernements à venir au secours de l'enseignement supérieur avant qu'il ne produise des enseignants, des étudiants et, à la longue, une nation de second ordre.

Il a poursuivi en disant que si l'éducation est trop importante pour ne la confier qu'aux éducateurs, elle l'est également trop pour la laisser entre les mains de ministres des Finances.

J'espère que le gouvernement entendra les propos empreints de sagesse du juge en chef, M. Dickson. Ceux-ci visaient directement le ministre fédéral des Finances (M. Wilson), qui s'est chargé du portefeuille de l'enseignement postsecondaire et a présenté une mesure dévastatrice pour l'ensemble du réseau. Quand un juge en chef estime nécessaire de s'opposer à la politique du gouvernement, celui-ci ferait bien de donner suite à ses propos et de doter les provinces de ressources suffisantes, au titre de l'enseignement postsecondaire, pour qu'elles jouent le rôle crucial qui leur est imparti quant à l'avenir économique, politique et social du Canada.

* * *

LES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS**LA CÉRÉMONIE À LA MÉMOIRE DU SERGENT AUBREY COSENS,
C.V.**

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, le 31 mai, dans la ville de Latchford, dans ma circonscription de Timiskaming, je me suis joint à plus de 2,000 personnes pour rendre hommage à la mémoire du sergent Aubrey Cosens.

Un pont enjambant la rivière de Montréal ainsi qu'un cairn et un parc ont été dédiés au sergent Cosens pour rendre hommage à ses efforts exceptionnels pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ce fut en Allemagne, en 1945, que le sergent Cosens a dirigé une attaque contre trois bastions ennemis qu'il a fini par capturer. Il a été décoré plus tard de la croix de Victoria, la plus grande des récompenses pour bravoure du Commonwealth.

Afin de rendre hommage au leur, les habitants de Latchford se sont vraiment dépassés pour faire un succès de ces cérémonies. Je tiens également à signaler que les filiales 629 et 344 de la Légion royale canadienne ont joué un rôle primordial dans l'organisation de cette célébration. Leurs efforts concertés pour honorer la mémoire du sergent Cosens ont donné un caractère tout spécial à cette journée.

Des voix: Bravo!

[Français]

LES INCENDIES**L'AIDE APPORTÉE POUR COMBATTRE L'INCENDIE EN ABITIBI**

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, jeudi, le 29 mai 1986, l'état d'urgence était décrété en Abitibi, soit au village cri de Waswanipi et à la mine Falconbridge de Lac Shortt, suite à un violent incendie de forêt. Les vents sont forts dans la région et les flammes ont presque atteint le village. Les habitants ont tous été évacués d'urgence vers Lebel-sur-Quévillon et Chapais. J'ai participé avec le chef Abel Kitchen et Jean Blouin au survol de cette région vendredi et plus de 50,000 hectares de forêt ont été détruits. Les travailleurs ont combattu jour et nuit dans des conditions difficiles.

Monsieur le Président, au nom du grand chef Ted Moses, du chef Abel Kitchen de Waswanipi, des employés de Lac Shortt et de moi-même, je dois remercier le gouvernement du Québec, la Sûreté du Québec, la Protection civile de Lebel-sur-Quévillon, les villes de Chapais et de Lebel-sur-Quévillon ainsi que la compagnie Domtar et nos valeureux pilotes d'avions-citernes Canso pour leur habileté et leur sang-froid à combattre cet incendie. L'incendie a été maîtrisé hier et aujourd'hui les Amérindiens Cri de Waswanipi et les travailleurs de Lac Shortt sont de retour chez eux.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT**ON DEMANDE LA PRÉSENTATION D'UNE NOUVELLE LOI**

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, en cette semaine de l'environnement, tous les Canadiens sont invités à réfléchir aux graves problèmes écologiques menaçant notre air, notre eau et notre santé.

Malheureusement, certains de ces problèmes échappent nettement à notre contrôle. Nous avons beau crier, hurler et menacer, il faut bien nous rendre compte qu'il n'y a pas moyen pour le Canada de forcer les États-Unis à éliminer leurs pluies acides et à nettoyer leurs dépotoirs de déchets chimiques.

Bon nombre de ces problèmes, cependant, n'échappent pas à notre contrôle. Nous avons imposé de nouvelles normes de réduction des gaz d'échappement des automobiles, et avons entamé l'élimination graduelle du plomb dans l'essence. Mais beaucoup reste à faire.

Il nous faut une nouvelle Loi sur la protection de l'environnement. Il faut prévoir de nouvelles peines, y compris des peines de prison pour les pollueurs, et il faut dépenser les 150 millions que nous avons promis de dépenser pour éliminer les sources de pluies acides au Canada. Il est temps de nous mettre à l'oeuvre, et la semaine de l'environnement est le bon moment pour commencer.